



## ARRÊTE TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de MIRANDE, Gers,  
**VU**, la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982,  
**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-2 et L 2512-14,  
**VU**, les Articles R.411-8 et R.415-7 du Code de la Route,  
**VU**, les Articles L 21 à L 27-4 du Code Pénal,  
**VU**, la demande formulée le 11 Février 2025 par Monsieur LIBAROS Patrick, représentant de la SARL ITPE sise Haut de Lascotes-32300 LOUBERSAN- en vue d'être autorisé à occuper le domaine public Voie Communale 12P Espace Bajon, **le 13 Février 2025 de 08h00 à 18h00** pour des travaux de réalisation d'une tranchée de gaz.

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La SARL ITPE est autorisée à occuper le domaine public Voie Communale 12P Espace Bajon **le 13 Février 2025 de 08h00 à 18h00** pour des travaux de réalisation d'une tranchée de gaz.

**Article 2** : La SARL ITPE est chargée de prendre toutes les mesures utiles de protection, d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

**Article 3** : A cet effet, la Voie Communale 12P Espace Bajon est réservée à la SARL ITPE durant la période précitée.

**Article 4** : Les conditions d'une éventuelle redevance seront définies par le conseil municipal.

**Article 5** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera notifié et publié dans les conditions réglementaires, seront constatées par procès-verbal qui sera transmis aux tribunaux compétents.

**Article 6** : Monsieur le Maire de Mirande Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MIRANDE, les Agents de Police Municipale, les services de voirie et les organisateurs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MIRANDE, le 12 Février 2025.

**Le Maire,**

Notifié le

12/02/25



Patrick FANTON

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noullobos – Cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication par, envoi sur papier au tribunal, dépôt sur place au tribunal ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), de la requête.



Réseau international des villes du Bien Vivre

